



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Déclaration FSU CSA Académique du 7 décembre 2023

Depuis 2017, la majorité présidentielle du candidat qui se présentait comme n'étant « ni de gauche, ni de droite » continue sa politique libérale et inégalitaire contre et au détriment de la plus grande majorité des Françaises et des Français : casse des Services Publics dont celui de l'Éducation, casse des mécanismes de solidarité, injustice fiscale, inaction climatique... La FSU condamne avec la plus grande fermeté ces choix politiques menés avec brutalité, à coup de mensonges, en fracturant notre société.

Dans l'Éducation, les suppressions annoncées de postes d'enseignant-es à la rentrée 2024 ne feront qu'accroître les difficultés rencontrées dans les écoles et établissements. Alors que le manque de personnels est criant partout sur notre territoire, alors que les conditions de travail des personnels et les conditions d'enseignement des élèves se dégradent encore et toujours plus, le ministre choisit de retirer encore des moyens. Mais comment peut-on croire que nous ferions mieux avec moins ? La FSU demande l'annulation de ces suppressions de postes et des créations à la hauteur des besoins.

La réforme de la voie professionnelle poursuit sa destruction du lycée professionnel. Ce sont 2 heures de cours hebdomadaires en seconde et première bac pro, et 4 semaines de cours en terminale qui sont supprimées, soit un total de 203 heures sur les 3 ans de bac pro, l'équivalent de 7 semaines de cours. 85 heures d'enseignement professionnel disparaissent en terminale. L'essentiel de l'examen est avancé au mois de mai, afin d'envoyer au plus tôt une partie des élèves en entreprise, non pour s'y former mais pour y trouver un potentiel recruteur. L'objectif est de trouver au plus vite de la main d'œuvre pour les filières dites en tension. C'est ainsi renoncer à l'égalité d'accès aux examens et abandonner tout projet émancipateur pour une partie de la jeunesse, priée de revoir ses ambitions au prisme des besoins des employeurs locaux. C'est pourquoi les syndicats du Second degré de la FSU appellent à la grève le 12 décembre pour l'abandon de ce projet.

Les annonces de Gabriel Attal dessinent un collège qui, sous couvert de principes de bon sens, prépare des reculs en terme de démocratisation et d'ambition pour tous les élèves, notamment les plus fragiles. Comment croire en effet, qu'éclater le groupe classe, sur un tiers de l'horaire, pour instaurer des groupes de niveau, en triant les élèves en fonction de leurs résultats, serait de nature à permettre des progrès ? Mesurons d'abord à quel point les jeunes collégien·nes pourront être perturbé·es par la diminution de l'identification à un groupe classe et par la multiplication des

intervenant·es. L'expérience du lycée doit sur ce point servir de leçon. Ne laissons pas croire, par ailleurs que l'hétérogénéité, plus que la lourdeur des effectifs, serait un obstacle aux apprentissages. Enfin ne laissons pas de côté les effets pervers, largement documentés par la recherche, des groupes de niveaux sur les résultats des élèves : les plus faibles ne progressent pas, notamment parce que leur sont souvent proposées des activités plus répétitives et moins exigeantes, tandis que les plus à l'aise confortent seulement leur avancée, mais souvent au prix d'un stress et d'une compétitivité accrus. Au final, le bilan global, nous disent de nombreux chercheurs, ne permet pas de faire apparaître une quelconque supériorité de ce mode d'organisation, si ce n'est la promotion d'une élite au détriment de la réussite d'une majorité. L'hétérogénéité des classes permise par une réelle mixité sociale est par contre pointée comme la plus favorable au progrès de l'ensemble des élèves. Sur ce point, les timides travaux initiés par Pap Ndiaye sont balayés. Nous dénonçons également l'aménagement de la scolarité des élèves les plus fragiles qui n'auraient pas l'intégralité des enseignements avec la mise en place de parcours spécifiques dès la sixième. De même, conditionner l'accès au lycée par l'obtention du Diplôme National du Brevet et la création de « sous-classes » de prépa-lycée, stigmatisantes pour les élèves, n'est en rien une avancée et entraînerait bien des problèmes (orientation, motivation, calendrier...). C'est un collège du tri social qui se dessine parce que nous savons que les inégalités scolaires reposent largement sur des inégalités sociales.

Ces annonces s'inscrivent dans un contexte de grave crise démocratique et sociale, or le projet porté par Gabriel Attal tourne le dos à l'exigence de progrès collectifs dans l'accès aux qualifications et risque d'aggraver les fractures sociales et de nourrir le ressentiment. La dégradation des moyens alloués au second degré qui a subi près de 8500 suppressions d'emplois depuis 2017 et les 484 suppressions supplémentaires annoncées pour la rentrée 2024 sont aussi tristement révélatrices d'une politique éducative qui fragilise, depuis l'élection d'Emmanuel Macron, le Service public d'Éducation et l'empêche d'exercer correctement ses missions.

C'est aussi par les injonctions et la caporalisation des enseignantes et enseignants que Gabriel Attal se distingue dans ces annonces. Dans le premier degré, l'imposition de manuels "labellisés" en français et en mathématiques va donc suppléer à la liberté pédagogique. En mathématiques, la méthode de Singapour devient la méthode obligatoire pour tout le monde. Une fois de plus, à l'inverse de ce qu'il écrit aux professeurs des écoles, le ministre ne les considère pas comme des professionnels experts de leur métier mais comme de simples exécutants. Ces annonces et leurs conséquences sur le métier enseignant ne peuvent qu'aggraver les inégalités entre les élèves et s'apparentent encore une fois à une volonté de tri social. Elles ne répondent par ailleurs en rien au cri d'alarme lancé par les personnels. La réalité c'est que les conditions de travail et donc l'enseignement se dégradent partout sur le territoire comme en témoignent les 102 alertes sociales déposées par la FSU-SNUipp dans tous les départements le 28 novembre dernier. C'est un signal fort envoyé au ministère pour demander plus de moyens (remplacement, enseignant·es spécialisé·es, AESH...); plus de formation, hors français et mathématiques, sur le temps scolaire; une réelle revalorisation, sans condition, pour toutes et tous. Si les personnels, et leurs représentant·es

n'obtiennent aucune garantie d'amélioration prochainement, la FSU-SNUipp prendra ses responsabilités et construira la réponse syndicale adaptée.

Les personnels sont fortement malmenés et en colère. Comment ne pas l'être devant le double discours d'un ministre qui dit les soutenir dans leur exercice professionnel alors qu'il ne cesse de dégrader les conditions dans lesquelles ils travaillent ? Comment ne pas l'être devant un discours qui prétend se préoccuper de nos évolutions de carrière alors que dans les faits, ce sont de profonds reculs pour tous qui sont là-aussi préparés.

Ainsi les nouvelles modalités d'accès à la classe exceptionnelle sont très loin de répondre aux attentes et besoins des personnels en termes de déroulé de carrière, de transparence et d'équité. Elles sont à rebours des engagements pris au mois de juin, la FSU demande l'annulation de ces modalités et la mise en place d'un barème lisible et ouvrant ce débouché de fin de carrière à toutes et tous.

La FSU déplore également que le gouvernement ne prévoit aucune revalorisation salariale dans la Fonction Publique en 2024. La FSU rappelle la persistance d'une inflation soutenue qui affecte le pouvoir d'achat des agents publics et continue à accentuer le décrochage de leurs rémunérations, alors même que tous les emplois de fonctionnaires pâtissent d'un manque d'attractivité. La FSU continue d'exiger une revalorisation salariale afin de pallier ces pertes de pouvoir d'achat pour toutes et tous.

Face à ce constat alarmant de l'état du Service Public, la FSU, comme à son habitude, continuera à porter les revendications des personnels et sera force de proposition afin de reconstruire un outil de justice, de transparence et d'équité et de faire appliquer et vivre les droits de toutes et tous.